

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41895]

16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 50 relatif aux subventions générales pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Suite aux mesures de confinement adoptées par le Conseil national de sécurité afin de lutter contre le COVID-19, le Gouvernement a décidé d'adopter des mesures de soutien aux différents secteurs relevant de la compétence de la Région wallonne.

Le présent arrêté s'inscrit dans ce cadre et vise notamment à déroger aux règles et aux conditions de liquidation des subventions.

Les dispositions adoptées par le Conseil national de sécurité dans le cadre de la crise du COVID-19 ont conduit à rendre, totalement ou partiellement, impossible l'exécution de certaines activités, singulièrement en raison des règles relatives au confinement.

Néanmoins, des frais ont pu être exposés en vue de la réalisation d'activités annulées ou réduites.

A défaut de base décrétable, le pouvoir public ne peut maintenir le droit à la subvention en cas d'inexécution totale ou partielle de l'activité.

Le Gouvernement entend ne pas porter préjudice aux bénéficiaires d'une subvention relative à une activité structurelle ayant un caractère continu et permanent faisant face à une telle situation. Il convient de laisser à disposition des opérateurs les sommes octroyées dans le cadre de subventions récurrentes portant sur les frais fixes de fonctionnement effectivement supportés même si, en raison de la crise du COVID-19, la totalité des missions n'a pu être réalisée.

Aussi le présent texte prévoit l'octroi d'une subvention couvrant les frais généraux et les dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêts pour autant que ces frais et dépenses soient prévus par la décision d'octroi de ladite subvention.

La portée réelle du texte couvre un grand nombre de situations. Le Gouvernement entend en effet adopter un arrêté de pouvoirs spéciaux à portée générale.

L'article 2 définit les notions de « bénéficiaire » et de « subvention générale » en référence au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes qui a vocation à couvrir l'ensemble des mécanismes de subvention wallons.

Bien que peu utilisée explicitement dans les décisions d'octroi de subside, la notion de « subvention générale », permet de couvrir toute forme de soutien financier accordé, dans une finalité directe ou indirecte d'intérêt général, à une activité structurelle - ayant un caractère continu et permanent - organisée par un tiers, quelle que soit la dénomination de cette activité, à l'exception des dotations.

Sous réserve d'autres règles plus favorables pour le bénéficiaire et sans préjudice de l'application d'autres arrêtés de pouvoirs spéciaux adoptés par le Gouvernement wallon, l'utilisation du vocable « subvention générale » vise à rencontrer les subventionnements ayant un caractère récurrent ou habituel visés par l'ensemble des décrets wallons en ce compris le décret contenant le budget des dépenses.

Il convient d'exclure tout effet d'aubaine et de ne pas interférer sur les règles particulières applicables, par exemple, en matière d'aides à l'emploi.

Une circulaire du Gouvernement complétera l'arrêté. Le SPW sera invité à faire preuve de souplesse quant aux situations que le concept de « subvention générale » englobe.

Le présent arrêté ne vise pas les subventions de projet, au sens du décret du 15 décembre 2011 susmentionné, qui financent les coûts spécifiques découlant d'une activité limitée tant quant à son objet qu'à sa durée. Pour ces subventions, le Gouvernement privilégie un dialogue avec chaque bénéficiaire afin de déterminer la décision la plus appropriée à adopter en fonction de la situation. L'octroi de subventions projets est laissé à l'appréciation de chaque membre du Gouvernement.

L'article 3 détermine les bénéficiaires concernés. Il s'agit des bénéficiaires, disposant ou non de la personnalité juridique, qui, en raison de la pandémie de COVID-19, ne peuvent ou ne pourront, entièrement ou partiellement, réaliser des activités liées à la subvention dont ils bénéficient habituellement.

L'article 3 circonscrit les frais et dépenses que peut couvrir la subvention. Il s'agit des frais généraux et les dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêt exposés par le bénéficiaire pour autant que ces frais et dépenses soient :

- prévus par une décision d'octroi de subvention antérieure au 1^{er} octobre 2020 ;
- exposés pendant la période visée par la décision d'octroi de ladite subvention;
- non pris en charge ou remboursés par un tiers;
- prouvés conformément aux modes de preuve prévus par la décision d'octroi de ladite subvention.

En raison de la crise du COVID-19, les dossiers de demandes de subventions n'ont pas pu être traités entre le 18 mars et le 22 avril. Partant, plusieurs centaines de demandes restent en attente de décision d'octroi. Afin de résorber ce retard tout en garantissant un traitement rigoureux et une analyse sérieuse des demandes, l'arrêté fixe au 1^{er} octobre 2020 la date ultime de décision d'octroi.

Il ne peut être question d'intervenir pour des dépenses couvertes d'une autre manière (notamment pour du personnel en chômage temporaire). Le projet indique explicitement, au point 3 de la liste telle que contenue dans l'arrêté, l'interdiction de la double couverture libellée largement pour couvrir toutes les situations.

Outre le maintien du critère d'« activité empêchée par la crise », qui détermine une limite temporelle, le Gouvernement privilégie la date du 1^{er} avril 2020 pour déterminer les décisions de subventionnement qui peuvent bénéficier du présent système.

En raison du COVID-19 et de la circulaire budgétaire, un nombre conséquent de subventions prévues au budget n'ont pas encore été formellement octroyées. Le contenu des décisions restant à adopter prendront en considération la situation issue de la crise sanitaire actuelle.

L'objectif de l'article 3, alinéa 2, est de maintenir le même niveau de contrôle, ni plus ni moins, que celui prévu pour la subvention initiale.

L'article 4 fixe l'entrée en vigueur de l'arrêté au 1^{er} janvier 2020, afin prendre en considération l'ensemble des opérateurs ayant été touchés par la crise du COVID-19.

Si le présent arrêté de pouvoirs spéciaux ne valait que pour l'avenir, des bénéficiaires pourraient ne pas pouvoir prétendre à l'application du présent arrêté. L'exclusion de ces bénéficiaires créerait une inégalité de traitement entre tous les bénéficiaires lésés par la pandémie de COVID-19 et les mesures adoptées en lien avec cette pandémie.

Couvrir l'ensemble de la période de confinement dû à la pandémie de COVID-19 permet de couvrir toutes les situations concernées et d'éviter tout risque d'inégalités de traitements.

Toutes les propositions d'amélioration du texte proposées par le Conseil d'Etat ont été intégrées.

Avis du Conseil d'Etat avis 67.540/2 du 10 juin 2020

Section de législation

Le 4 juin 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement wallon à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° XX 'relatif aux subventions générales pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 juin 2020. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'Etat, Christian Behrendt, assesseur, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Marc Oswald, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par la situation d'incertitude profonde dans laquelle sont plongés les bénéficiaires de subventions générales : les décisions adoptées par le Conseil national de sécurité dans le cadre de la crise du COVID-19 les empêchent d'exécuter pleinement leurs obligations, ils ignorent s'ils conserveront ou non les montants des subventions, dans quelle mesure et à quelles conditions, le Gouvernement entend répondre aux craintes exprimées ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 4, § 2, du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution', l'arrêté en projet sera communiqué au président du Parlement wallon avant sa publication au *Moniteur belge*.

À toutes fins utiles et compte tenu de la date à laquelle le présent avis est donné, l'attention de l'auteur du projet est également attirée sur la nécessité que le projet, s'il se fonde sur le décret du 17 mars 2020 précité, soit adopté au plus tard le 17 juin 2020 puisque, conformément à l'article 6 du même décret, l'habilitation conférée au Gouvernement « est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur », laquelle a eu lieu le 18 mars 2020 en application de l'article 7 du même décret.

2. Selon l'article 3bis, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'Etat',

« [I]es projets d'arrêtés royaux qui peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur, sont soumis à l'avis motivé de la section de législation. Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal auquel il se rapporte. Les arrêtés, l'avis, le rapport au Roi et le texte des projets d'arrêtés soumis à l'avis de la section de législation seront communiqués, avant leur publication au *Moniteur belge*, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat ».

Cette disposition n'est pas d'application à l'égard des arrêtés du Gouvernement wallon.

Cependant, il se recommande que l'arrêté en projet soit accompagné d'un rapport au Gouvernement dans lequel seront expliquées la portée et les conséquences concrètes de la réglementation contenue dans le projet. De telles explications présenteront un avantage certain pour les destinataires du projet, pour les différents services du pouvoir exécutif ainsi que pour le Parlement quand celui-ci, conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 précité, sera appelé à se prononcer sur la confirmation des dispositions contenues dans l'arrêté en projet.

Les explications contenues dans la note au Gouvernement jointe au dossier transmis à la section de législation pourraient servir de base à ce rapport.

Enfin, le rapport au Gouvernement répondra aux observations formulées dans le présent avis (1).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Il convient de viser expressément le paragraphe 1^{er} de l'article 2 du décret du 17 mars 2020, lequel autorise le Gouvernement wallon, « dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, [à] prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

DISPOSITIF

Article 2

1.1. Les termes « bénéficiaire » et « subvention générale », définis dans l'article 2, 2° et 3°, le sont aussi respectivement aux articles 59, § 2, et 60, § 1^{er}, 1°, du décret du 15 décembre 2011 'portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes', sans pour autant que les définitions se recourent exactement.

À cet égard, il est rappelé que, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020, les arrêtés de pouvoirs spéciaux devront être confirmés par le législateur et qu'ils acquerront force décrétole. Par conséquent, il n'est pas indiqué que les mêmes mots reçoivent des définitions fussent-elle légèrement différentes dans des textes de même valeur adoptés dans la même matière, à savoir celle du droit budgétaire et comptable applicable à l'octroi des subventions.

Si l'auteur du projet souhaite remplacer les définitions figurant dans le décret, il le précisera expressément.

Si, en revanche, et comme cela semble plutôt découler du texte à l'examen, les définitions ne sont pas modifiées, il est recommandé soit de se limiter à un renvoi aux dispositions pertinentes du décret, soit, si l'auteur du projet entend reprendre lesdites définitions, de citer fidèlement les termes du décret et de préciser qu'ils sont conformes à ce dernier.

Dans cette dernière hypothèse, la date avant laquelle la décision d'octroi de la subvention doit avoir été prise pour que le bénéficiaire puisse prétendre au mécanisme projeté fera l'objet d'une phrase distincte.

1.2. S'agissant de la définition de la notion d'instance subsidiaire figurant à l'article 2, 1°, dont l'utilité est au demeurant douteuse, il n'est pas adéquat qu'elle se réfère à « l'instance valablement habilitée en vertu du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes » dès lors que l'article 57 de ce décret ne comporte pas de véritable définition de cette notion. Cette dernière disposition, pour qualifier la notion d'instance subsidiaire, se limite à se référer à la notion d'« entité », utilisée notamment par l'article 3, § 1^{er}, 1°, du même décret, aux termes duquel

« [l]es dispositions du présent décret sont applicables aux unités d'administration publique réparties selon les catégories suivantes :

1° les services d'administration générale, les cabinets ministériels et les services y assimilés pour leur fonctionnement, qui forment ensemble une seule entité ».

Par ailleurs, si le décret du 15 décembre 2011 énonce notamment des dispositions générales relatives à l'octroi, à l'emploi et au contrôle des subventions (2), il ne comporte pas de disposition contenant une habilitation « à octroyer une subvention », son article 58, première phrase, disposant d'ailleurs qu'

« [u]ne subvention ne peut être octroyée que sur la base d'un décret ou d'une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses ».

Il paraît suffisant, à l'article 2, 1°, de définir comme suit la notion d'instance subsidiaire au sens du projet :

« l'instance valablement habilitée en vertu d'une législation particulière à octroyer une subvention ».

2. L'article 2, 3°, retient la date du 1^{er} octobre 2020 comme étant celle avant laquelle la décision d'octroi de la subvention doit avoir été prise pour que le bénéficiaire puisse prétendre au mécanisme projeté.

Il en résulte que seront notamment couvertes par le projet des subventions octroyées postérieurement aux premières mesures de confinement, telles qu'elles ont résulté de l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', entré en vigueur le même jour. Dans son avis, l'Inspecteur des Finances s'est interrogé à ce sujet.

Le rapport au Gouvernement devra s'en expliquer.

L'explication, figurant dans la note au Gouvernement, selon laquelle « le Gouvernement privilégie la date du 1^{er} octobre 2020 dans la mesure où, en raison du COVID-19 et de la circulaire budgétaire, un nombre conséquent de subventions prévues au budget n'ont pas encore été formellement octroyées » paraît à cet égard insuffisante puisque, dès la date du 18 mars 2020, les effets du confinement auxquels le projet entend apporter une réponse pouvaient être envisagés.

Article 3

1. L'article 11, alinéa 3, de la loi du 16 mai 2003 'fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes' prévoit que

« [t]out bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins que le décret ou l'ordonnance ne l'en dispense ».

À cette fin, l'article 3 entend permettre l'octroi de la subvention générale correspondant aux frais généraux et aux dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêts exposés, alors même que le bénéficiaire ne peut réaliser tout ou partie des activités liées à la subvention dont il bénéficie en raison de la pandémie de COVID-19.

Le mécanisme projeté, qui autorise donc l'octroi de la subvention même si toutes les conditions mises à son versement ne sont pas respectées, déroge aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011, qui ont notamment pour objet de mettre en œuvre l'article 11, alinéa 3, de la loi du 16 mars 2003.

L'article 3 le précisera expressément.

2. L'article 60, § 1^{er}, du décret du 15 décembre 2011 distingue deux types de subventions : la subvention générale et la subvention de projet.

Seule la première est visée par le projet et rien dans le dossier soumis à la section de législation ne permet de comprendre pourquoi la seconde, laquelle « finance les coûts spécifiques découlant d'une activité qui doit être limitée tant quant à son objet qu'à sa durée », en est exclue.

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier une telle différence de traitement au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, consacré notamment par les articles 10 et 11 de la Constitution.

Article 4

Le dernier considérant du préambule est ainsi rédigé :

« Considérant que couvrir l'ensemble de la période de confinement dû à la pandémie de COVID-19 permet de couvrir toutes les situations concernées et d'éviter tout risque d'inégalités de traitements, le texte se doit de rétroagir au 18 mars 2020 ».

Or, l'article 4 prévoit que

« [l]e présent produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2020 ».

L'auteur du projet est invité à résoudre cette contradiction.

Il semble cependant difficilement justifiable de retenir la date du 1^{er} janvier 2020, qui figure du reste également dans la note au Gouvernement.

En effet, ainsi que l'explique le préambule, le mécanisme en projet entend venir en aide aux bénéficiaires de subventions générales qui n'ont pu exécuter tout ou partie des activités liées à la subvention en raison des mesures prises afin de limiter la propagation du virus COVID-19 dans la population. Les premières d'entre elles à caractère obligatoire ne sont intervenues que par l'effet de l'arrêté ministériel du 18 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19', entré en vigueur le même jour.

OBSERVATION FINALE

L'auteur procèdera à une relecture attentive du projet afin d'y corriger les fautes de frappe, d'orthographe et de grammaire.

Le Greffier,
Béatrice Drapier

Le Président,
Pierre Vandernoot

Notes

(1) Voir dans le même sens notamment l'avis n° 67.173/2 donné le 1^{er} avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 2 du 7 avril 2020 'pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67173.pdf>), l'avis n° 67.175/4 donné le 2 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n° 1 du 7 avril 2020 'permettant de déroger aux règles et conditions de liquidation des soldes de subventions et des délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-2019' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67175.pdf>), l'avis n° 67.227/2 donné le 16 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 5 du 23 avril 2020 'permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67227.pdf>) et l'avis n° 67.416/2 donné le 20 mai 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° XX 'relatif à la sanction des études dans l'enseignement secondaire ordinaire dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19'.

(2) Livre II, titre VII, chapitre I^{er}, du décret du 15 décembre 2011.

16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 50 relatif aux subventions générales pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, l'article 2, § 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mai 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 2020;

Vu le rapport du 11 mai 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis n° 67.540/2 du Conseil d'État, donné le 10 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence, motivée par la volonté du Gouvernement de répondre à la situation d'incertitude profonde dans laquelle sont plongés les bénéficiaires de subventions générales à la suite des décisions adoptées par le Conseil national de sécurité dans le cadre de la crise du COVID-19 les empêchant d'exécuter pleinement leurs obligations;

Considérant que ces mesures, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, peuvent créer des difficultés financières pour ces bénéficiaires;

Considérant qu'il y a lieu de leur permettre de prendre, en toute connaissance de cause, les décisions financières requises à très court terme et de se voir octroyer les montants correspondant aux frais que ces bénéficiaires ont ou devront exposer pour honorer leurs obligations sans retard par rapport au calendrier de paiement initialement prévu;

Considérant les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Considérant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Considérant le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre des Finances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté de pouvoirs spéciaux, l'on entend par :

1° l'instance subsidiaire : l'instance valablement habilitée en vertu d'une législation particulière à octroyer une subvention;

2° le bénéficiaire : le bénéficiaire visé à l'articles 59, § 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, ci-après dénommé « le décret du 15 décembre 2011 »;

3° la subvention générale : la subvention visée à l'article 60, § 1^{er}, 1°, du décret du 15 décembre 2011.

Art. 3. Par dérogation aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011, sous réserve d'autres règles plus favorables pour le bénéficiaire et sans préjudice de l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 34 du 4 mai 2020 relatif à l'immunisation des subventions en matière d'action sociale, lorsque le bénéficiaire d'une subvention générale, octroyée par une décision antérieure au 1^{er} octobre 2020, ne peut, réaliser tout ou partie des activités liées à la subvention dont il bénéficie en raison de la pandémie de COVID-19, l'instance subsidiaire octroie néanmoins le montant de la subvention correspondant aux frais généraux et aux dépenses de personnel, d'équipement, d'investissement et d'intérêts exposés par le bénéficiaire pour autant que ces frais et dépenses :

1. soient prévus par la décision d'octroi de ladite subvention;
2. soient exposés pendant la période visée par la décision d'octroi de ladite subvention;
3. ne soient pas pris en charge ou remboursés par un tiers;
4. soient prouvés conformément aux modes de preuve prévus par la décision d'octroi de ladite subvention.

Les montants sont versés conformément aux conditions et modalités prévues par la décision d'octroi de ladite subvention.

Art. 4. Le présent produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 5. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances
et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41895]

16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 50 betreffende de algemene toelage voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet

VERSLAG AAN DE REGERING

Naar aanleiding van de lockdownmaatregelen van de Nationale Veiligheidsraad ter bestrijding van COVID-19 heeft de regering besloten maatregelen te nemen ter ondersteuning van de verschillende sectoren die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen.

Dit besluit valt binnen dit kader en heeft met name tot doel af te wijken van de regels en voorwaarden voor de vereffening van de toelage.

De bepalingen die de Nationale Veiligheidsraad in het kader van de COVID-19-crisis heeft aangenomen, hebben geleid tot de volledige of gedeeltelijke uitsluiting van bepaalde activiteiten, met name vanwege de lockdownregels.

Desalniettemin kunnen er kosten zijn gemaakt voor geannuleerde of verminderde activiteiten.

Bij gebrek aan een decretale rechtsgrond kan de overheid het recht op de subsidie niet behouden in geval van gehele of gedeeltelijke niet-uitvoering van de activiteit.

De regering is niet voornemens de begunstigden van een toelage voor een structurele activiteit met een permanent karakter die met een dergelijke situatie te maken heeft, te benadelen. Het is passend de bedragen die in het kader van terugkerende toelage zijn toegekend in verband met de werkelijk gemaakte vaste werkingskosten ter beschikking van de operatoren te laten, zelfs als het vanwege de COVID-19-crisis niet mogelijk was alle opdrachten uit te voeren.

Deze tekst voorziet dan ook in de toekenning van een toelage ter dekking van de algemene kosten, de kosten voor personeel, uitrusting, investeringen en rente, op voorwaarde dat de beslissing tot toekenning van de toelage in deze kosten en uitgaven voorziet.

De eigenlijke draagwijdte van de tekst omvat een groot aantal situaties. De Regering is van plan om een besluit van bijzondere machten met een algemene strekking aan te nemen.

Artikel 2 definieert de begrippen "begunstigde" en "algemene toelage" onder verwijzing naar het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden, dat alle Waalse subsidiemechanismen moet dekken.

Hoewel het begrip "algemene toelage" zelden expliciet wordt gebruikt in de beslissingen tot toekenning van toelage, omvat het elke vorm van financiële steun die voor een direct of indirect doel van algemeen belang wordt verleend aan een structurele activiteit - van permanente en blijvende aard - die door een derde wordt georganiseerd, ongeacht de naam van die activiteit, met uitzondering van dotaties.

Onder voorbehoud van andere regels die gunstiger zijn voor de begunstigde en zonder afbreuk te doen aan de toepassing van andere door de regering aangenomen besluiten van bijzondere machten, is het gebruik van de term "algemene toelage" bedoeld om tegemoet te komen aan de subsidies van terugkerende of gebruikelijke aard die in alle Waalse decreten, met inbegrip van het decreet houdende de uitgavenbegroting, zijn opgenomen.

Buitenkansseffecten moeten worden uitgesloten en er mogen geen speciale regels worden toegepast, bijvoorbeeld op het gebied van werkgelegenheidssteun.

Een omzendbrief van de Regering zal het besluit aanvullen. Aan de Waalse Overheidsdienst zal gevraagd worden flexibel te zijn met betrekking tot de situaties die het begrip "algemene toelage" omvat.

Dit besluit is niet van toepassing op subsidies voor projecten, in de zin van voormeld besluit van 15 december 2011, die de specifieke kosten financieren die voortvloeien uit een activiteit die zowel qua doel als qua duur beperkt is. Voor deze toelage geeft de Regering de voorkeur aan een dialoog met elke begunstigde om te bepalen welk besluit het meest geschikt is voor de situatie. De toekenning van subsidies voor projecten wordt aan het oordeel van elk lid van de regering overgelaten.

Artikel 3 bepaalt de betrokken begunstigden. Dit zijn begunstigden, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die als gevolg van de COVID-19-pandemie niet in staat zijn of zullen zijn om geheel of gedeeltelijk activiteiten uit te voeren die verband houden met de toelage waarvan zij normaal gesproken profiteren.

In artikel 3 worden de kosten en uitgaven omschreven die door de subsidie kunnen worden gedekt. Dit zijn algemene kosten en uitgaven voor personeel, uitrusting, investeringen en rente die door de begunstigde worden gemaakt, mits deze kosten en uitgaven :

- zijn voorzien in een beslissing tot toekenning van toelagen die vóór 1 oktober 2020 wordt genomen;
- worden gedaan tijdens de periode waarop de beslissing tot toekenning van de toelage betrekking heeft;
- niet worden ten laste genomen of terugbetaald door een derde;
- worden bewezen overeenkomstig de in de beslissing tot toekenning van de toelage vastgelegde bewijsmiddelen.

Als gevolg van de COVID-19-crisis konden de dossiers in verband met de aanvragen om toelage tussen 18 maart en 22 april niet worden behandeld. Als gevolg daarvan wachten enkele honderden aanvragen nog steeds op een beslissing. Om deze achterstand in te lopen en tegelijkertijd te zorgen voor een rigoureuze behandeling en een serieuze analyse van de aanvragen, wordt in het besluit 1 oktober 2020 vastgesteld als uiterste datum voor een beslissing over de toekenning.

Er kan geen sprake van zijn dat er wordt ingegrepen voor uitgaven die op een andere manier worden gedekt (met name voor tijdelijk werkloos personeel). In het project wordt in punt 3 van de lijst zoals die in het besluit is opgenomen, expliciet het verbod op dubbele dekking vermeld, dat in grote lijnen zo is geformuleerd dat het alle situaties bestrijkt.

Naast de handhaving van het criterium "door de crisis verhinderde activiteit", dat een tijdslimiet bepaalt, geeft de regering de voorkeur aan de datum van 1 april 2020 voor het bepalen van de subsidiebeslissingen die van het huidige systeem kunnen profiteren.

Als gevolg van COVID-19 en de budgettaire omzendbrief is een aanzienlijk aantal begrote toelagen nog niet formeel toegekend. De inhoud van de nog goed te keuren beslissingen zal rekening houden met de situatie die het gevolg is van de huidige gezondheidscrisis.

Het doel van artikel 3, lid 2, is om hetzelfde niveau van controle te handhaven, niet meer en niet minder dan het niveau dat voor de oorspronkelijke toelage is voorzien.

Artikel 4 stelt de inwerkingtreding van het besluit vast op 1 januari 2020, om rekening te houden met alle operatoren die door de COVID-19-crisis zijn getroffen.

Als dit besluit van bijzondere machten alleen geldig zou zijn voor de toekomst, zouden de begunstigden mogelijk geen aanspraak kunnen maken op de toepassing van dit besluit. De uitsluiting van deze begunstigden zou leiden tot ongelijke behandeling van alle door de COVID-19-pandemie getroffen begunstigden en de maatregelen die in verband daarmee zijn genomen.

Door de gehele lockdownperiode als gevolg van de COVID-19-pandemie te bestrijken, kunnen alle betrokken situaties worden bestreken en kan elk risico van ongelijke behandeling worden vermeden.

Alle voorstellen ter verbetering van de tekst die door de Raad van State zijn ingediend, zijn geïntegreerd.

Advies nr. 67.540/2 van de Raad van State van 10 juni 2020

Afdeling Wetgeving

Op 4 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Waalse Regering verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XX 'betreffende de algemene toelagen voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet'

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc Oswald, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juni 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"De dringendheid wordt ingegeven door de grote onzekerheid waarin de begunstigden van de algemene toelagen zijn ondergedompeld: de beslissingen die de Nationale Veiligheidsraad in het kader van de COVID-crisis heeft genomen, beletten hen om hun verplichtingen volledig na te komen; zij weten niet of zij de bedragen van de toelagen al dan niet zullen behouden, in welke mate en onder welke voorwaarden; de Regering is van plan om op de geuite vrees te reageren".

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. De regering zal niet uit het oog verliezen dat overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet', het ontwerpbesluit aan de voorzitter van het Waalse parlement zal worden meegedeeld vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In alle opzichten en gezien de datum waarop dit advies wordt uitgebracht, wordt de aandacht van de auteur van het ontwerp ook gevestigd op de noodzaak om het ontwerp, indien het gebaseerd is op voormeld decreet van 17 maart 2020, uiterlijk op 17 juni 2020 goed te keuren, aangezien de aan de regering verleende machtiging, overeenkomstig artikel 6 van datzelfde decreet, "geldig is gedurende drie maanden na de inwerkingtreding ervan", die plaatsvond op 18 maart 2020 krachtens artikel 7 van datzelfde decreet.

2. Volgens artikel 3bis, § 1, van de gecoördineerde wetten "op de Raad van State".

"de ontwerpen van koninklijke besluiten die de geldende wettelijke bepalingen kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, worden aan de afdeling Wetgeving voorgelegd voor een met redenen omkleed advies. Dit advies wordt tegelijk met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd. De decreten, het advies, het verslag aan de Koning en de tekst van de voor advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegde ontwerpdecreten worden vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat meegedeeld".

Deze bepaling is niet van toepassing op de besluiten van de Waalse regering.

Zij beveelt echter aan dat het ontwerpbesluit vergezeld gaat van een verslag aan de Regering waarin de reikwijdte en de praktische gevolgen van de in het ontwerp vervatte regelgeving worden toegelicht. Dergelijke toelichtingen zullen zeker ten goede komen aan de begunstigden van het ontwerp, aan de verschillende diensten van de uitvoerende macht en aan het Parlement wanneer dit laatste, overeenkomstig artikel 5, lid 1, van voormeld decreet van 17 maart 2020, moet beslissen over de bevestiging van de bepalingen die in het ontwerpbesluit zijn opgenomen.

De toelichting in de nota aan de regering die bij het aan de afdeling Wetgeving toegezonden dossier is gevoegd, zou als basis voor dit verslag kunnen dienen.

Tot slot zal het verslag aan de regering antwoorden op de opmerkingen die in dit advies (1) worden gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Er moet specifiek worden verwezen naar paragraaf 1 van artikel 2, van het decreet van 17 maart 2020, dat de Waalse regering machtigt "in de aangelegenheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen, om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar".

DISPOSITIEF

Artikel 2.

1.1. De termen "begunstigde" en "algemene toelage", gedefinieerd in artikel 2, 2° en 3°, worden ook gedefinieerd in respectievelijk de artikelen 59, § 2, en 60, § 1, 1°, van het decreet van 15 december 2011 "houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursseenheden", zonder dat de definities elkaar echter precies overlappen.

In dit verband wordt eraan herinnerd dat, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020, de besluiten van bijzondere machten door de wetgever moeten worden bevestigd en kracht van wet zullen krijgen. Het is dan ook niet gepast om in teksten met dezelfde waarde die op hetzelfde gebied worden aangenomen, namelijk dat van het begrotings- en boekhoudrecht dat van toepassing is op de toekenning van subsidies, enigszins verschillende definities te geven.

Indien de auteur van het ontwerp deze definities in het decreet wenst te vervangen, wordt dit uitdrukkelijk vermeld.

Indien de definities daarentegen niet worden gewijzigd, zoals in de onderhavige tekst het geval lijkt te zijn, wordt aanbevolen zich te beperken tot een verwijzing naar de desbetreffende bepalingen van het decreet of, indien de auteur voornemens is deze definities over te nemen, de termen van het decreet getrouw te citeren en aan te geven dat zij in overeenstemming zijn met het decreet.

In het laatste geval wordt de datum waarop de beslissing tot toekenning van de toelage moet zijn genomen om de begunstigde in aanmerking te laten komen voor de geplande regeling, in een afzonderlijke zin vermeld.

1.2. Wat betreft de definitie van het begrip "subsidiërende instantie" in artikel 2, 1°, waarvan het nut bovendien twijfelachtig is, is het niet aangewezen om te verwijzen naar "de instantie die geldig gemachtigd is krachtens het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden", aangezien artikel 57 van dat decreet geen juiste definitie van dat begrip bevat. Deze laatste bepaling, om het begrip "subsidiërende instantie" te kwalificeren, beperkt zich tot een verwijzing naar het begrip "eenheid", die met name wordt gebruikt in artikel 3, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, op grond waarvan

"De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de openbare beheerseenheden die verdeeld worden volgens de volgende categorieën :

Bovendien bevat het decreet van 15 december 2011 weliswaar algemene bepalingen met betrekking tot de toekenning, het gebruik en de controle van toelagen, maar het bevat geen bepaling met een machtiging "om een subsidie toe te kennen", in zijn artikel 58, eerste zin, wordt trouwens bepaald dat

"Een toelage kan slechts worden toegekend op grond van een decreet of van een bijzondere bepaling die in de uitgavenbegroting voorkomen".

Het lijkt voldoende om in artikel 1, 1°, het begrip "subsidiërende instantie" in de zin van het ontwerp als volgt te definiëren:

"de instantie die op grond van een specifieke wetgeving geldig gemachtigd is om een subsidie toe te kennen".

2. Artikel 2, 3°, behoudt de datum van 1 oktober 2020 als datum waarop de beslissing tot toekenning van de toelage moet zijn genomen om in aanmerking te komen voor het geplande mechanisme.

Bijgevolg zal het ontwerp betrekking hebben op de toelagen die worden toegekend na de eerste lockdownmaatregelen, als gevolg van het ministerieel besluit van 18 maart 2020 'houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken', dat op dezelfde dag in werking is getreden. In zijn advies heeft de Inspecteur van Financiën hier vraagtekens bij gezet.

Het verslag aan de Regering zal dit moeten toelichten.

De toelichting in de nota aan de regering dat "de Regering voorstander is van de datum van 1 oktober 2020, aangezien als gevolg van COVID-19 en de begrotingsomzendbrief een aanzienlijk aantal in de begroting voorziene toelagen nog niet formeel zijn toegekend" lijkt in dit opzicht ontoereikend, aangezien vanaf 18 maart 2020 de effecten van de lockdown waarop het project moet inspelen, overwogen konden zijn.

Artikel 3

1. Artikel 11, derde lid, van de wet van 16 mei 2003 'tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof' voorziet dat

"Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij het decreet of de ordonnantie hem daarvan vrijstelling verleent".

Met het oog hierop is artikel 3 bedoeld om de algemene toelage toe te staan die overeenkomt met de algemene kosten en de uitgaven voor personeel, uitrusting, investeringen en rente, zelfs als de begunstigde niet alle of een deel van de activiteiten kan uitvoeren die verband houden met de toelage die hij ontvangt als gevolg van de COVID-19 pandemie.

Het voorgestelde mechanisme, dat het mogelijk maakt de toelage toe te kennen, zelfs als niet aan alle voorwaarden voor de betaling ervan is voldaan, wijkt af van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011, dat met name tot doel heeft artikel 11, lid 3, van de wet van 16 maart 2003 ten uitvoer te leggen.

Dit wordt duidelijk gemaakt in artikel 3.

2. Artikel 60, § 1 van het decreet van 15 december 2011 maakt een onderscheid tussen twee soorten toelagen: de algemene toelage en de projectsubsidie.

Alleen de eerste wordt gedekt door het ontwerp en in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving wordt voorgelegd, staat niets om uit te leggen waarom de tweede, die "voor de financiering is van specifieke kosten voortvloeiend uit een activiteit die zowel qua doelstelling als in tijd moet worden afgebakend", wordt uitgesloten.

De auteur van het ontwerp moet een dergelijk verschil in behandeling kunnen rechtvaardigen in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, dat met name in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet is vastgelegd.

Artikel 4

De laatste overweging van de preambule luidt als volgt:

“Overwegende dat het bestrijken van de gehele lockdownperiode als gevolg van de COVID-19-pandemie het mogelijk maakt om alle betrokken situaties te bestrijken en elk risico van ongelijke behandeling te voorkomen, moet de tekst met terugwerkende kracht tot 18 maart 2020 gelden”.

Artikel 4 bepaalt echter dat

“ Dit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2020”.

De auteur van het ontwerp wordt uitgenodigd om deze tegenstrijdigheid op te lossen.

Het lijkt echter moeilijk om de datum van 1 januari 2020, die ook in de nota aan de Regering is opgenomen, te rechtvaardigen.

Zoals in de preambule wordt uitgelegd, is het voorgestelde mechanisme bedoeld om begunstigden van algemene toelagen te helpen die niet in staat zijn geweest om alle of een deel van de activiteiten in verband met de toelage uit te voeren vanwege de maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het COVID-19-virus onder de bevolking te beperken. De eersten onder hen met een verplicht karakter zijn pas van kracht geworden met het ministerieel besluit van 18 maart 2020 ‘houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken’, dat op dezelfde dag in werking is getreden.

Slotopmerking

De auteur zal het project zorgvuldig nalezen om typefouten, spelfouten en grammaticafouten te verbeteren.

De Griffier,
Béatrice Drapier

De Voorzitter,
Pierre Vandernoot

Nota's

1 Zie in dezelfde zin, met name advies nr. 67.173/2 van 1 april 2020 over een ontwerp dat het besluit van bijzondere machten nr. 2 van de Regering van de Franse Gemeenschap is geworden “afgegeven ter uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheidscrisis in verband met het Covid-19 coronavirus met betrekking tot de oprichting van een nood- en ondersteuningsfonds”, (<http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67173.pdf>), advies nr. 67.175/4 uitgebracht op 2 april 2020 over een ontwerp dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 1 van 7 april 2020 is geworden ‘tot toekenning van een afwijking van de regels en voorwaarden voor de vereffening van de subsidies en tot opschorting van de beroepstermijnen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19’ (<http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67175.pdf>), advies nr. 67.227/2 uitgebracht op 16 april 2020 over een ontwerp dat het besluit nr. 5 van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten van 23 april 2020 is geworden ‘waarbij wordt toegestaan dat in het kader van de gezondheidscrisis van COVID-19 wordt afgeweken van het voorschrift van bepaalde statutaire bepalingen inzake onderwijzend personeel en psycho-medisch-sociale centra’ (<http://www.raadvst.consetat.be/dbx/avis/67227.pdf>) en advies nr. 67.416/2 van 20 mei 2020 over een ontwerpbesluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. XX. ‘betreffende de sanctiëring van studies in het gewone middelbaar onderwijs in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19’.

16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 50 betreffende de algemene toelage voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19, artikel 2, §1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 mei 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 2020;

Gelet op het rapport van 22 mei 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 67.540/2 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die wordt ingegeven door de bereidheid van de Regering om te reageren op de situatie van grote onzekerheid waarin de begunstigden van algemene subsidies zich bevinden na de beslissingen die de Nationale Veiligheidsraad in het kader van de crisis COVID-19 heeft genomen, waardoor zij hun verplichtingen niet volledig kunnen nakomen;

Overwegende dat deze maatregelen, die zijn genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, financiële problemen kunnen veroorzaken voor deze begunstigden;

Overwegende dat zij met volledige kennis van zaken de financiële besluiten moeten kunnen nemen die op zeer korte termijn nodig zijn en dat hun de bedragen moeten worden toegekend die overeenkomen met de kosten die deze begunstigden hebben of zullen moeten maken om onverwijld aan hun verplichtingen te voldoen ten opzichte van het oorspronkelijk geplande betalingsschema;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuursseenheden;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit van bijzondere machten wordt verstaan onder :

1° subsidiërende instantie: de instantie die op grond van een specifieke wetgeving geldig gemachtigd is om een subsidie toe te kennen;

2° begunstigde: de begunstigde bedoeld in artikel 59, § 2, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, hierna, "het decreet van 15 december 2011" genoemd;

3° algemene toelage: de toelage bedoeld in artikel 60, § 1, 1°, van het decreet van 15 december 2011.

Art. 3. In afwijking van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011, onder voorbehoud van andere regels die gunstiger zijn voor de begunstigde en onverminderd de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 34 van 4 mei 2020 betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale, wanneer de begunstigde van een algemene toelage, toegekend bij een besluit vóór 1 oktober 2020, niet alle of een deel van de activiteiten kan uitvoeren die verband houden met de toelage waarvan hij als gevolg van de COVID-19-pandemie profiteert, kent de subsidiërende instantie niettemin het bedrag van de toelage toe dat overeenkomt met de algemene kosten en de uitgaven voor personeel, uitrusting, investeringen en rente die door de begunstigde zijn gemaakt, op voorwaarde dat deze kosten en uitgaven :

1. zijn voorzien in de beslissing tot toekenning van de toelage;
2. worden gedaan tijdens de periode waarop de beslissing tot toekenning van de toelage betrekking heeft;
3. niet worden ten laste genomen of terugbetaald door een derde;
4. worden bewezen overeenkomstig de in de beslissing tot toekenning van de toelage vastgelegde bewijsmiddelen.

De bovengenoemde bedragen worden betaald overeenkomstig de voorwaarden die zijn vastgesteld in de beslissing tot toekenning van de genoemde toelage.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2020.

Art. 5. De Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juni 2020.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER